

et même les lacunes secondaires, pourront être ainsi graduellement compensées par l'ensemble des leçons ultérieures.

Quoique la conception statique de l'organisme social doive, par la nature du sujet, constituer la première base rationnelle de toute la sociologie, comme je viens de l'expliquer, il faut néanmoins reconnaître que non seulement la dynamique sociale en forme la partie la plus directement intéressante, principalement de nos jours, mais surtout, sous le point de vue purement scientifique, qu'elle seule achève de donner, à l'ensemble de cette science nouvelle, son caractère philosophique le plus tranché, en faisant directement prévaloir la notion qui distingue le plus la sociologie proprement dite de la simple biologie, c'est-à-dire l'idée mère du progrès continu, ou plutôt du développement graduel de l'humanité. Dans un traité méthodique de philosophie politique, il conviendrait, sans doute, d'analyser d'abord les impulsions individuelles qui deviennent les éléments propres de cette force progressive de l'espèce humaine, en les rapportant à cet instinct fondamental, résultat éminemment complexe du concours nécessaire de toutes nos tendances naturelles, qui pousse directement l'homme à améliorer sans cesse, sous tous les rapports, sa condition quelconque, ou, en termes plus rationnels, mais équivalents, à toujours développer, à tous égards, l'ensemble de sa vie physique, morale, et intellectuelle, autant que le comporte alors le système de circonstances où il se trouve placé. En regardant ici cette notion préliminaire comme étant déjà suffisamment éclaircie aujourd'hui chez les esprits avancés, nous devons immédiatement considérer la conception élémentaire de la dynamique sociale, c'est-à-dire l'étude de cette succession continue, envisagée dans l'ensemble de l'humanité. Pour fixer plus convenablement les idées, il importe d'établir préalablement, par une indispensable abstraction scientifique, suivant l'heureux artifice judicieusement institué par Condorcet, l'hypothèse nécessaire d'un peuple unique auquel seraient idéalement rapportées toutes les modifications sociales consécutives effectivement observées chez des populations distinctes. Cette fiction rationnelle s'éloigne beaucoup moins de la réalité qu'on a coutume de le supposer : car, sous le point de vue politique, les vrais successeurs de tels ou tels peuples sont certainement ceux qui, utilisant et poursuivant leurs efforts primitifs, ont prolongé leurs progrès sociaux, quels que soient le sol qu'ils habitent, et même la race d'où ils proviennent ; en un mot, c'est surtout la continuité politique qui doit régler la succession sociologique, quoique la communauté de patrie doive d'ailleurs influencer extrêmement, dans les cas ordinaires, sur cette continuité. Mais, sans entreprendre ici un tel examen, réservé naturellement à un traité spécial, où l'idée de nation ou de peuple serait directement soumise à l'analyse positive, il suffit à notre but d'employer habituellement l'hypothèse proposée, à titre de simple artifice scientifique, dont l'utilité n'est pas contestable.

Cela posé, le véritable esprit général de la sociologie dynamique consiste à concevoir chacun de ces états sociaux consécutifs comme le résultat nécessaire du précédent et le moteur indispensable du suivant, selon le lumineux axiome du grand Leibniz : *Le présent est gros de l'avenir*. La science a dès lors pour objet, sous ce rapport, de découvrir les lois constantes qui régissent cette continuité, et dont l'ensemble détermine la marche fondamentale du développement humain. En un mot, la dynamique sociale étudie les lois de la succession, pendant que la statique sociale cherche celles de la co-existence : en sorte que l'application générale de la première soit proprement de fournir à la politique pratique la vraie théorie du progrès en même temps que la seconde forme spontanément celle de l'ordre ; ce qui ne doit pas laisser le moindre doute rationnel sur l'aptitude nécessaire d'une telle combinaison philosophique à satisfaire convenablement au double besoin fondamental des sociétés actuelles.

D'après une telle définition, la dynamique sociale se présente directement avec un pur caractère scientifique, qui permettrait d'écarter comme oiseuse la controverse si agitée encore sur le perfectionnement humain, et dont la prépondérance devra terminer en effet cette stérile discussion, en la transportant à jamais du champ de l'idéalité dans celui de la réalité, en tant du moins que sont terminables les contestations essentiellement métaphysiques. Si l'on ne devait

point craindre de tomber dans une puérole affectation, et surtout de paraître éluder une prétendue difficulté fondamentale que la philosophie positive dissipe spontanément, comme je vais l'indiquer, il serait facile, à mon gré, de traiter la physique sociale tout entière sans employer une seule fois le mot de *perfectionnement*, en le remplaçant toujours par l'expression simplement scientifique de *développement*, qui désigne, sans aucune appréciation morale, un fait général incontestable. Il est même évident qu'une telle notion abstraite n'est point, par sa nature, exclusivement propre à la sociologie, et qu'elle existe déjà, d'une manière essentiellement analogue, dans l'étude de la vie individuelle, où les biologistes en font maintenant un usage continu, qui donne lieu à l'analyse comparative des différents âges de l'organisme, surtout animal. Ce rapprochement scientifique, en indiquant le premier germe de cette considération, est aussi très propre à caractériser l'intention purement spéculative qui doit d'abord présider à son emploi continu, en écartant d'oiseuses et irrationnelles controverses sur le mérite respectif des divers états consécutifs pour se borner à étudier les lois de leur succession effective. Mais il faut reconnaître que l'enchaînement nécessaire des différents états sociaux constitue en philosophie politique, par la nature du sujet, une conception bien autrement prépondérante que ne peut l'être, en philosophie biologique, la suite individuelle des âges. Cette grande notion de la série sociale retrouve, soit pour la science ou même pour la seule méthode, son véritable équivalent en biologie, non dans l'analyse des âges, mais uniquement dans la conception de la série organique fondamentale, comme je l'expliquerai directement à la fin de ce chapitre.

Ayant déjà préalablement démontré l'existence nécessaire des lois sociologiques dans le cas le plus difficile et le plus incertain, c'est-à-dire quant à l'état statique, il serait, sans doute, inutile d'insister formellement ici sur la nécessité beaucoup mieux appréciable et bien moins contestée des lois dynamiques proprement dites. En tout temps et en tout lieu, le seul cours ordinaire de notre vie individuelle, malgré son extrême brièveté, a constamment suffi pour permettre d'apercevoir, même involontairement, certaines modifications notables, survenues, à divers égards, dans l'état social, et dont les plus anciens tableaux de l'existence humaine constatent déjà, avec tant de naïveté, l'intéressant témoignage, abstraction faite de toute appréciation systématique. Or, c'est la lente accumulation, graduelle mais continue, de ces changements successifs, qui constitue peu à peu le mouvement social, dont la durée d'une génération doit ordinairement séparer les divers pas un peu tranchés, puisque c'est surtout par le renouvellement constant des adultes que s'opèrent, en politique, les variations élémentaires les plus appréciables, celles que comporte le même individu devant être le plus souvent trop peu sensibles. A une époque où la rapidité moyenne de cette progression fondamentale semble, à tous les yeux, notablement accélérée, quelle que soit d'ailleurs l'opinion morale qu'on s'en forme, personne ne peut plus contester la réalité d'un mouvement profondément senti par ceux-là mêmes qui le maudissent. La controverse rationnelle ne peut donc exister aujourd'hui que sur la subordination constante de ces grands phénomènes dynamiques à des lois naturelles invariables ; ce qui, en principe, ne saurait comporter aucune discussion pour quinconque serait directement placé au point de vue général de la philosophie positive, condition, il est vrai, trop rarement remplie encore. Mais, en complétant l'observation, il sera facile de constater, sous quelque aspect qu'on envisage la société, que ses modifications successives sont toujours assujetties à un ordre déterminé, dont l'explication rationnelle, d'après l'étude de la nature humaine, est déjà possible en un assez grand nombre de cas pour que, dans les autres, on puisse espérer de l'apercevoir ultérieurement. Cet ordre présente d'ailleurs une fixité remarquable, que manifeste essentiellement l'exacte comparaison des développements parallèles, observés chez les populations distinctes et indépendantes, comme chacun peut aisément en retrouver des exemples caractéristiques, dont les principaux seront d'ailleurs spontanément appréciés dans la partie historique de ce volume. Puis donc que, d'une part, l'existence du mouvement social est désormais incontestable, et que, d'une autre part, la succession des divers états de la société ne se fait, sous aucun rapport, dans un ordre arbitraire, il faut bien regarder,

de toute nécessité, ce grand phénomène continu comme soumis à des lois naturelles aussi positives, quoique plus compliquées que celles de tous les autres phénomènes quelconques, à moins d'employer l'artifice théologique d'une providence permanente, ou de recourir à la vertu mystique des entités métaphysiques. Il n'y a point, en effet, d'autre alternative intellectuelle : aussi est-ce seulement sur la catégorie des phénomènes sociaux que devra réellement se terminer, dans notre siècle, la lutte fondamentale directement établie depuis trois siècles entre l'esprit positif et l'esprit théologico-métaphysique. A jamais chassées successivement de toutes les autres classes de spéculations humaines, du moins en principe, la philosophie théologique et la philosophie métaphysique ne dominent plus maintenant que dans le système des études sociales : c'est de ce dernier domaine qu'il s'agit enfin de les exclure aussi ; ce qui doit surtout résulter de la conception fondamentale du mouvement social comme soumis nécessairement à d'invariables lois naturelles, au lieu d'être régi par des volontés quelconques.

Quoique les lois fondamentales de la solidarité sociale se vérifient surtout dans cet état de mouvement, un tel phénomène, malgré son invariable unité nécessaire, peut être utilement soumis, pour faciliter l'observation préalable, à une décomposition rationnelle permanente, d'après les divers aspects élémentaires mais co-relatifs de l'existence humaine, alternativement envisagée comme physique, morale, intellectuelle et enfin politique. Or, sous quelque'un de ces points de vue préliminaires qu'on envisage d'abord l'ensemble du mouvement général de l'humanité, depuis les temps historiques les plus anciens jusqu'à nos jours, il sera facile de constater que les divers pas se sont constamment enchaînés dans un ordre déterminé, comme la partie historique de ce volume le démontrera spontanément en indiquant les lois principales de cette succession nécessaire. Je dois ici me borner essentiellement à citer surtout l'évolution intellectuelle, la plus irrécusable et la mieux caractérisée de toutes, en tant que moins entravée, et plus avancée qu'aucune autre, et ayant dû, à ce titre, servir presque toujours de guide fondamental. La principale partie de cette évolution, celle qui a le plus influé sur la progression générale, consiste sans doute dans le développement continu de l'esprit scientifique, à partir des travaux primitifs des Thalès et des Pythagore, jusqu'à ceux des Lagrange et des Bichat. Or, aucun homme éclairé ne saurait douter aujourd'hui que, dans cette longue succession d'efforts et de découvertes, le génie humain n'ait toujours suivi une marche exactement déterminée, dont l'exacte connaissance préalable aurait en quelque sorte permis à une intelligence suffisamment informée de prévoir, avant leur réalisation plus ou moins prochaine, les progrès essentiels réservés à chaque époque, suivant l'heureux aperçu déjà indiqué, au commencement du siècle dernier, par l'illustre Fontenelle¹⁰. Quoique les considérations historiques n'aient dû être qu'incidemment signalées, et pour des motifs purement accessoires, dans les trois premiers volumes de ce Traité, chacun a pu néanmoins y constater spontanément de nombreux et irrécusables exemples de cette succession nécessaire, plus compliquée mais aussi peu arbitraire qu'aucune loi naturelle proprement dite, soit en ce qui concerne les propres développements de chaque science isolée, soit quant à l'influence mutuelle des diverses branches de la philosophie naturelle. Les principes posés d'avance, au début de cet ouvrage, sur la marche fondamentale de notre intelligence, et sur la hiérarchie générale des sciences, ont dû faciliter beaucoup de telles observations, et leur imprimer surtout, dès l'origine, une ineffaçable rationalité, qui pourra simplifier ensuite, à un haut degré, l'analyse historique, quand nous devrons y procéder directement. On a donc ainsi pu s'assurer déjà, en des cas importants et variés, que, sous ce rapport, les grands progrès de chaque époque, et même de chaque génération, résulteraient nécessairement toujours de l'état immédiatement antérieur : en sorte que les hommes de génie, auxquels ils sont, d'ordinaire, trop exclusivement attribués, ne se présentaient essentiellement que comme les organes propres d'un mouvement prédéterminé, qui, à leur défaut, se fût ouvert d'autres issues ; ainsi que l'histoire le vérifie souvent, de

10. *Digression sur les Anciens et les Modernes* (1668).

la manière la plus sensible, en montrant plusieurs esprits éminents tout préparés à faire simultanément la même grande découverte, qui n'a dû cependant avoir qu'un seul organe. Toutes les parties quelconques de l'évolution humaine comportent, au fond, comme nous le constaterons plus tard, des observations essentiellement analogues, quoique plus compliquées et moins appréciables. Il serait certainement superflu de s'arrêter ici à aucune pareille indication, même sommaire, en ce qui concerne les arts proprement dits, dont la progression naturelle, soit spéciale, soit combinée, est aujourd'hui suffisamment évidente. L'exception apparente relative aux beaux-arts recevra, spontanément, dans notre étude directe de la dynamique sociale, une explication rationnelle, pleinement suffisante, j'espère, pour empêcher désormais les bons esprits de voir dans ce cas essentiel une sorte de grave objection contre l'ensemble régulier du mouvement nécessaire et continu de l'humanité. Quant à la partie de ce grand mouvement qui semble aujourd'hui la moins réductible à des lois naturelles, c'est-à-dire le mouvement politique proprement dit, encore conçu comme arbitrairement régi par des volontés convenablement puissantes, chacun pourra cependant reconnaître, avec la même certitude au moins qu'en aucun autre cas, que les divers systèmes politiques se sont certainement succédé historiquement, suivant une filiation très rationnellement appréciable, dans un ordre exactement déterminé, que je ne crains pas de présenter d'avance comme encore plus inévitable que celui des divers états généraux, et surtout spéciaux, de l'intelligence humaine, ainsi que nous le verrons en son lieu.

Afin de mieux développer d'ailleurs cet indispensable sentiment préliminaire de l'existence nécessaire de lois positives en dynamique sociale, sous quelque aspect qu'on l'envisage, le lecteur pourra s'aider utilement de la solidarité fondamentale déjà constatée, pour l'état statique, entre tous les divers éléments sociaux. Elle doit, à plus forte raison, subsister pendant le mouvement, qui, sans cela, finirait par déterminer spontanément, comme en mécanique, l'entière décomposition du système. Or, la considération d'une telle connexité simplifiée et fortifiée à la fois les démonstrations préalables de l'ordre dynamique nécessaire, puisqu'il suffit ainsi de l'avoir constaté sous un rapport quelconque, pour qu'on soit aussitôt rationnellement autorisé à étendre d'avance le même principe à tous les autres aspects sociaux ; ce qui lie directement entre elles toutes les preuves partielles que l'on peut successivement acquérir de la réalité de cette notion scientifique. Dans le choix et l'usage de ces diverses vérifications, j'engage le lecteur à remarquer d'abord que, par la nature du sujet, les lois de la dynamique sociale doivent être nécessairement d'autant mieux saisissables qu'elles concernent des populations plus étendues, où les perturbations secondaires ont moins d'influence, de même que je l'ai déjà indiqué envers les lois statiques. Il faut d'ailleurs noter ici, à cet égard, comme plus spécialement dynamique, cette réflexion analogue que les lois fondamentales deviennent aussi, de toute nécessité, d'autant plus irrésistibles, et par suite plus appréciables, qu'elles s'appliquent à une civilisation plus avancée, puisque le mouvement social, d'abord vague et incertain, doit naturellement se prononcer et se consolider davantage à mesure qu'il se prolonge, en surmontant, avec une énergie croissante, toutes les influences accidentelles. Cette double considération permanente, applicable à tous les aspects sociaux, pourra, j'espère, convenablement employée, guider heureusement le lecteur dans le travail préliminaire que je dois lui indiquer ici, et dont je ne saurais le dispenser, afin de suivre utilement l'étude du volume actuel. Quant à la coordination philosophique de ces preuves partielles préalables, dont la combinaison n'est nullement indifférente à la science, je dois enfin avertir aussi le lecteur que l'évolution fondamentale de l'humanité, comparativement appréciée sous les divers aspects sociaux, doit être, par la nature du sujet, d'autant plus nécessairement assujettie à d'impérieuses lois naturelles, qu'elle concerne des phénomènes plus composés, où les irrégularités provenues d'influences individuelles quelconques doivent naturellement s'effacer davantage. On conçoit ainsi quelle irrationnelle inconséquence il doit y avoir aujourd'hui, par exemple, à regarder, d'une part, le mouvement scientifique comme soumis à des lois positives, et, d'une autre part, le mouve-

ment politique comme essentiellement arbitraire ; car, au fond, celui-ci, en vertu de sa complication supérieure, dominant davantage les perturbations individuelles, doit être encore plus inévitablement prédéterminé que l'autre, où le génie personnel exerce certainement plus d'empire, comme nous allons le reconnaître directement en traitant des limites fondamentales de l'action sociale. Quelque paradoxal que doive aujourd'hui sembler un tel principe, je ne doute pas qu'il ne soit finalement confirmé par un examen approfondi du sujet.

Conformément à ma première indication, on vérifie maintenant, d'une manière aussi irrécusable que spontanée, la possibilité de caractériser sommairement ici le véritable esprit général de la sociologie dynamique, en se bornant à y étudier l'incontestable développement continu de l'humanité, qui en constitue le vrai sujet scientifique, sans se prononcer aucunement sur la fameuse question du perfectionnement humain. Il me serait aisé de persister jusqu'au bout dans une telle disposition, en écartant totalement cette controverse si agitée, qui semble aujourd'hui, par suite des irrationnelles préoccupations de notre philosophie politique, devoir fournir l'indispensable fondement primitif du système entier des conceptions sociales : la prétendue prépondérance de cette discussion se trouverait dès lors irrévocablement appréciée, quoique indirectement, par la seule exécution de cette étude complète de l'évolution humaine, abstraction faite de toute considération de perfectibilité. Mais, quelque utile que pût être cette stricte rigueur scientifique, qui devrait en effet régner en un traité méthodique, et quoiqu'une semblable disposition spéculative doive même prédominer immédiatement dans toute la suite de ce volume, je dois cependant ici, dans une première ébauche rationnelle, attacher une importance réelle aux divers éclaircissements fondamentaux que peut exiger l'état philosophique actuel, quand même ils devraient paraître, du point de vue scientifique final, purement accessoires et secondaires. C'est pourquoi je crois utile d'examiner maintenant, en peu de mots, mais directement, cette célèbre contestation philosophique, trop puérilement vantée ; elle nous servira d'ailleurs de transition naturelle à l'appréciation rationnelle des limites générales de l'action politique.

L'esprit essentiellement relatif dans lequel doivent être désormais conçues toutes les notions quelconques de la politique positive, doit d'abord nous faire ici écarter irrévocablement, comme aussi vaine que oiseuse, la vague controverse métaphysique sur l'accroissement du bonheur de l'homme aux divers âges de la civilisation : ce qui élimine spontanément la seule partie essentielle de la question sur laquelle il soit vraiment impossible d'obtenir jamais un assentiment réel et permanent. Puisque le bonheur de chacun exige une suffisante harmonie entre l'ensemble du développement de ses différentes facultés, et le système total des circonstances quelconques qui dominent sa vie, et puisque, d'une autre part, un tel équilibre tend toujours à s'établir spontanément à un certain degré, il ne saurait y avoir lieu à comparer positivement, ni par aucun sentiment direct ni même par aucune voie rationnelle, quant au bonheur individuel, des situations sociales dont l'entier rapprochement est certainement impossible : autant vaudrait, pour ainsi dire, poser la question insoluble et inintelligible du bonheur respectivement propre aux divers organismes animaux, ou aux deux sexes de chaque espèce.

Après avoir ainsi écarté sans retour cet inépuisable texte de déclamations puériles ou de stériles dissertations, l'analyse positive de la vague notion actuelle du perfectionnement humain n'y laisse plus, au fond, subsister d'autre idée fondamentale que la pensée éminemment scientifique d'un développement continu de la nature humaine, envisagée sous tous ces divers aspects essentiels, suivant une harmonie constante, et d'après des lois invariables d'évolution. Or, cette conception, sans laquelle il ne peut exister aucune véritable science sociale, présente certainement, d'après même les seules explications préliminaires ci-dessus indiquées, la plus incontestable réalité : il n'y a aucune discussion possible avec ceux qui la méconnaîtraient ; pas plus que, dans une science quelconque, avec ceux qui en rejettent les notions fondamentales, par exemple, en biologie, la série organique, dont la série sociologique constitue d'ailleurs l'équivalent philosophique. Il est donc évident que l'humanité se développe sans cesse

par le cours graduel de sa civilisation, surtout quant aux plus éminentes facultés de notre nature, sous les divers rapports physique, moral, intellectuel, et finalement politique, c'est-à-dire que ces facultés, existantes mais comparativement engourdies d'abord, prennent peu à peu, par un exercice de plus en plus étendu et régulier, un essor de plus en plus complet, dans les limites générales qu'impose l'organisme fondamental de l'homme. Toute la question philosophique, pour motiver l'équivalence finale entre les deux idées de développement et de perfectionnement, l'une théorique, l'autre pratique, se réduit donc maintenant à prononcer si ce développement évident doit être regardé comme nécessairement accompagné, en réalité, d'une amélioration correspondante, ou d'un progrès proprement dit. Or, quoique la science pût aisément s'abstenir de résoudre directement un tel doute pratique, sans cesser néanmoins de poursuivre utilement ses libres recherches spéculatives, je ne dois pas cependant hésiter à déclarer ici, de la manière la plus explicite, que cette amélioration continue, ce progrès constant, me semblent aussi irrécusables que le développement même d'où ils dérivent : pourvu toutefois qu'on ne cesse de les concevoir, ainsi que ce développement, comme inévitablement assujettis, sous chaque aspect quelconque, à des limites fondamentales, les unes générales, les autres spéciales, que la science pourra ultérieurement caractériser, au moins dans les cas les plus importants ; ce qui élimine aussitôt la chimérique conception d'une perfectibilité illimitée. Il doit être d'ailleurs toujours sous-entendu que, pour cette amélioration, comme pour ce développement, on considérera essentiellement l'ensemble de l'humanité, au lieu d'un peuple isolé. Cela posé, le développement humain me semble, en effet, entraîner constamment, sous tous les divers aspects principaux de notre nature, une double amélioration croissante, non seulement dans la condition fondamentale de l'homme, ce qui serait aujourd'hui difficilement contestable, mais même aussi, ce qui est beaucoup moins apprécié, dans nos facultés correspondantes : le terme propre de *perfectionnement* convient surtout à ce second attribut du progrès. Sous le premier point de vue, je n'ai pas besoin de m'arrêter ici à démontrer nullement l'évidente amélioration que l'évolution sociale a fait éprouver au système extérieur de nos conditions d'existence, soit par une action croissante et sagement dirigée sur le monde ambiant, d'après le progrès des sciences et des arts, soit par l'adoucissement constant de nos mœurs, soit enfin par le perfectionnement graduel de l'organisation sociale : sous ce dernier rapport surtout, qui est le plus controversé de nos jours, la suite de ce volume ne laissera, j'espère, aucun doute, malgré la prétendue rétrogradation politique attribuée au Moyen Age, où les progrès ont été, au contraire, principalement politiques. Un fait général irrécusable répond suffisamment, en ce premier sens, à toutes les déclarations sophistiques : c'est l'accroissement constant et continu de la population humaine sur la surface entière du globe, par suite de sa civilisation, quoique les individus y satisfassent beaucoup mieux à l'ensemble de leurs besoins physiques. Il faut qu'une telle tendance à l'amélioration continue de la condition humaine soit bien spontanée et profondément irrésistible pour avoir pu persévérer malgré les énormes fautes, surtout politiques, qui, en tout temps, ont dû absorber ou neutraliser la majeure partie de nos diverses forces. Même à notre époque révolutionnaire, malgré la discordance plus prononcée entre le système politique et l'état général de la civilisation, il n'est pas douteux que l'amélioration se prolonge, non seulement sous le rapport physique et sous le rapport intellectuel, ce qui est évident, mais aussi, au fond, sous le rapport moral, quoique la désorganisation passagère y doive plus profondément troubler l'évolution fondamentale. Quant au second aspect de la question, c'est-à-dire à une certaine amélioration graduelle et fort lente de la nature humaine, entre des limites très étroites mais ultérieurement appréciables quoique peu connues jusqu'à présent, il me semble rationnellement impossible, du point de vue de la vraie philosophie biologique, de ne point admettre ici, jusqu'à un certain degré, le principe irrécusable de l'illustre Lamarck, malgré ses immenses et évidentes exagérations, sur l'influence nécessaire d'un exercice homogène et continu pour produire, dans tout organisme animal, et surtout chez l'homme, un perfectionnement organique, susceptible d'être graduellement fixé dans

la race, après une persistance suffisamment prolongée. En considérant surtout, pour une question aussi délicate, le cas le mieux caractérisé, c'est-à-dire celui du développement intellectuel, on ne peut, ce me semble, refuser d'admettre, sans que toutefois l'expérience ait encore suffisamment prononcé *, une plus grande aptitude naturelle aux combinaisons d'esprit chez les peuples très civilisés, indépendamment de toute culture quelconque, ou, ce qui est équivalent, une moindre aptitude chez les nations peu avancées ; pourvu que la comparaison soit toujours établie, autant que possible, entre des individus d'un organisme cérébral analogue, et surtout, par exemple, chez les intelligences moyennes. Quoique les facultés intellectuelles doivent être, sans doute, principalement modifiées par l'évolution sociale, cependant leur moindre intensité relative dans la constitution fondamentale de l'homme me semble autoriser à conclure, en quelque sorte *a fortiori*, de leur amélioration supposée, au perfectionnement proportionnel des aptitudes plus prononcées et non moins exercées, sauf toutefois l'éventuelle révision ultérieure d'un tel aperçu philosophique, d'après la convenable exécution directe d'un indispensable examen scientifique. Sous le rapport moral surtout, il me paraît incontestable que le développement graduel de l'humanité tend à déterminer constamment, et réalise en effet, à un certain degré, une prépondérance croissante des plus nobles penchants de notre nature, ainsi que je l'expliquerai en son lieu. Quoique les plus mauvais instincts continuent nécessairement à subsister, en modifiant seulement leurs manifestations, cependant un exercice moins soutenu et plus comprimé doit tendre à les amortir graduellement ; et leur régularisation croissante finit certainement par les faire concourir involontairement au maintien de la bonne économie sociale, surtout dans les organismes peu prononcés, qui constituent l'immense majorité.

Ces diverses explications suffisent ici, quoique très sommaires, pour établir clairement que le développement continu de l'humanité peut être toujours considéré comme un vrai perfectionnement graduel entre les limites convenables. On a donc le droit rationnel d'admettre, en sociologie, l'équivalence nécessaire de ces deux termes généraux, ainsi qu'on le fait habituellement, en biologie, dans l'étude comparative de l'organisme animal. Néanmoins, je dois, ce me semble, persister à employer surtout la première expression, qui, heureusement, n'a pas encore été gâtée par un usage irrationnel, et qui paraît spécialement convenable à une destination scientifique. Cette préférence est, à mes yeux, d'autant plus motivée que, même sous l'aspect pratique, la qualification de *développement* a, par sa nature, le précieux avantage de déterminer directement en quoi consiste, de toute nécessité, le *perfectionnement* réel de l'humanité, car il indique aussitôt le simple essor spontané, graduellement secondé par une culture convenable, des facultés fondamentales toujours préexistantes qui constituent l'ensemble de notre nature, sans aucune introduction quelconque de facultés nouvelles. La seconde expression n'ayant point une telle propriété, surtout à raison du vicieux emploi qu'on en a tant fait de nos jours, nous devons désormais sans aucune affectation pédantesque, y renoncer essentiellement, mais en prenant toujours la première dans son entière extension philosophique, soit scientifique, soit pratique, maintenant assez définie.

Pour achever ici de caractériser sommairement cette conception préliminaire du développement humain, qui constitue le sujet propre de toute la sociologie dynamique, j'y dois encore signaler, sous un dernier point de vue, la disposition générale qu'elle doit spontanément pro-

* On a souvent tenté des essais persévérants pour décider si de jeunes sauvages, pris de très bonne heure, pourraient devenir, par une éducation convenable, et d'après un ensemble de circonstances favorables, aussi aptes à notre vie sociale que les Européens actuels. L'événement paraît avoir presque toujours indiqué, au contraire, une tendance, pour ainsi dire irrésistible, surtout sous le rapport moral, à reprendre spontanément la vie sauvage, malgré toutes les précautions employées ; ce qui, ce me semble, constituerait un puissant motif de décision dans la question proposée. Mais, quoique ces sortes d'expériences aient été ordinairement inspirées par les intentions les plus sages et les plus bienveillantes, elles ont été jusqu'ici conçues et poursuivies d'une manière trop peu rationnelle pour que je croie franchement pouvoir leur attribuer déjà une vraie valeur scientifique.

duire à toujours considérer l'état social, envisagé sous tous ses divers aspects principaux, comme ayant été essentiellement aussi parfait, à chaque époque, que le comportait l'âge correspondant de l'humanité, combiné avec le système co-relatif des circonstances quelconques sous l'empire desquelles s'accomplissait son évolution actuelle. Cette tendance philosophique, sans laquelle, j'ose le dire, l'histoire resterait radicalement incompréhensible, devient naturellement ici l'indispensable complément de la disposition intellectuelle, exactement analogue, ci-dessus établie quant à la sociologie statique : l'une est au progrès ce que l'autre est à l'ordre ; et toutes deux résultent nécessairement du même principe évident, c'est-à-dire de cette prépondérance irrévocable du point de vue relatif sur le point de vue absolu, qui distingue principalement, en un sujet quelconque, le véritable esprit général propre à la philosophie positive. Si les divers éléments sociaux ne peuvent point, à la longue, ne pas observer spontanément entre eux cette harmonie universelle, premier principe de l'ordre réel ; de même chacun d'eux, ou leur ensemble, ne saurait éviter, à chaque époque, d'être essentiellement aussi avancé que le permettait le système total des diverses influences, intérieures ou extérieures, de son accomplissement effectif. Pas plus dans un cas que dans l'autre, il ne s'agit ainsi de causes finales, ni de direction providentielle quelconque. C'est toujours, pour le mouvement, comme nous l'avons déjà reconnu pour l'existence, la simple suite nécessaire de cet ordre spontané, résultant d'invariables lois naturelles, envers tous les phénomènes possibles, et qui seulement doit se manifester d'une manière moins régulière, mais pareillement inévitable, à l'égard des phénomènes sociaux, soit statiques, soit dynamiques, en vertu de leur complication supérieure. Le même principe doit, sans doute, directement exclure aussi, à ce nouveau sujet, cette irrationnelle accusation d'optimisme prétendu, sur laquelle je me suis déjà suffisamment expliqué en ce qui concerne la statique sociale, et qui, certes, n'est pas ici moins étrange. Ce serait sans doute attribuer aux mesures politiques proprement dites une puissance inintelligible, radicalement contraire à l'ensemble des observations, que de leur attribuer principalement les progrès sociaux, comme je vais le montrer directement. Puis donc que le perfectionnement effectif résulte surtout du développement spontané de l'humanité, comment pourrait-il, à chaque époque, n'être pas essentiellement ce qu'il pouvait être d'après l'ensemble de la situation ? Mais cette disposition rationnelle n'exclut nullement, comme je l'ai déjà établi, la possibilité, et même la nécessité, des aberrations quelconques, soit involontaires, soit même volontaires, qui doivent ici être naturellement plus prononcées qu'en aucun autre cas, quoique néanmoins toujours renfermées inévitablement entre certaines limites fondamentales, imposées par l'ensemble des conditions du sujet, et sans l'existence desquelles le phénomène général du progrès continu deviendrait évidemment inexplicable. Une telle considération philosophique tend seulement à faire prévaloir, dans l'examen habituel des phénomènes sociaux, soit accomplis, soit actuels, cette sage indulgence scientifique, qui dispose à mieux apprécier, et même à saisir avec plus de facilité, la vraie filiation historique des événements, sans exclure, en aucune manière, quand le cas l'exige, ni une sévère réprobation, ni surtout la libre conception directe de la plus active intervention humaine, comme la suite de ce volume le rendra, j'espère, pleinement incontestable.

L'ensemble des considérations précédentes amène naturellement l'examen de la conception fondamentale propre à la sociologie dynamique sous un dernier aspect capital, plus éminemment susceptible qu'aucun autre de manifester directement, dans la pratique, le vrai caractère philosophique de la politique positive. Il s'agit du principe des limites générales de l'action politique quelconque, dont la notion rationnelle doit surtout dissiper immédiatement aujourd'hui l'esprit idéal, absolu et illimité, qui, sous l'influence prépondérante de la philosophie métaphysique, domine encore habituellement le système des spéculations sociales, comme je l'ai expliqué au début de cette leçon. Nul homme sensé ne saurait désormais méconnaître d'abord l'existence nécessaire de pareilles limites, abstraction faite de leur détermination effective, à moins de continuer un usage sérieux de l'antique hypothèse théologique, qui représente le législateur

comme le simple organe d'une providence directe et continue, à l'influence de laquelle on ne saurait, en effet, admettre aucunes limites. Notre temps n'exige plus la moindre réfutation rationnelle de semblables conceptions, qui ont même cessé d'être réellement comprises de leurs plus déterminés partisans, quoique les habitudes intellectuelles contractées sous leur longue prépondérance soient encore loin d'être, de nos jours, suffisamment rectifiées. Dans un ordre quelconque de phénomènes, l'action humaine étant toujours nécessairement très limitée, malgré la puissance du concours le plus étendu, dirigé par les plus ingénieux artifices, il serait évidemment impossible de comprendre à quel titre les phénomènes sociaux pourraient être seuls exceptés de cette restriction fondamentale, suite inévitable de l'existence même des lois naturelles. Quelles que puissent être les décevantes inspirations de l'orgueil humain, tout homme d'Etat, après un suffisant exercice de l'autorité politique, doit être ordinairement très convaincu, par sa propre expérience personnelle, de la réalité de ces limites nécessaires imposées à l'action politique par l'ensemble des influences sociales, et auxquelles il faut bien qu'il attribue l'avortement habituel de la majeure partie des vains projets qu'il avait d'abord secrètement rêvés : peut-être même ce sentiment doit-il être d'autant plus complet, quoique le plus souvent dissimulé, que le pouvoir a été plus étendu, parce que son impuissance à lutter contre les lois naturelles du phénomène a dû devenir plus décisive, à moins toutefois que l'intelligence n'ait pu alors suffisamment résister à l'ivresse spontanée qui en résulte si fréquemment. Sans insister davantage sur ce principe évident, sans lequel la véritable science sociale ne saurait aucunement exister, il faut maintenant signaler l'aptitude nécessaire de la nouvelle philosophie politique à déterminer sans incertitude, comme application directe et continue de son développement scientifique, avec toute la précision que comporte la nature du sujet et qui suffit aux besoins réels, en quoi consistent ces limites fondamentales, soit générales ou spéciales, soit permanentes ou actuelles.

Il faut, à cet effet, apprécier d'abord en quoi la marche invariable du développement humain peut être affectée par l'ensemble des causes quelconques de variation qui peuvent y être appliquées sans aucune distinction entre elles ; et ensuite on examinera quel rang d'importance peut occuper, parmi ces divers modificateurs possibles, l'action volontaire et calculée de nos combinaisons politiques : tel est l'ordre rationnel prescrit par la nature du sujet, en considérant d'ailleurs le premier point comme beaucoup plus capital, en principe général, que ne peut l'être le second, et même comme seul pleinement accessible aujourd'hui.

Sous ce point de vue principal, on doit préalablement concevoir les phénomènes sociaux comme étant, de toute nécessité, en vertu même de leur complication supérieure, les plus modifiables de tous, d'après la loi philosophique que j'ai démontrée à cet égard dans les deux volumes précédents. Ainsi, l'ensemble des lois sociologiques comporte naturellement des limites de variations plus étendues que ne le permet même le système des lois biologiques proprement dites, et, à plus forte raison, celui des lois chimiques, ou physiques, ou surtout astronomiques. Si donc, parmi les diverses causes modificatrices, l'intervention humaine occupe le même rang d'influence proportionnelle, comme il est naturel de le supposer d'abord, son influence devra donc être, en effet, plus considérable dans le premier cas que dans un autre, malgré toute apparence contraire. Tel est le premier fondement scientifique des espérances rationnelles d'une réformation systématique de l'humanité, et, à ce titre, les illusions de ce genre doivent certainement sembler plus excusables qu'en tout autre sujet. Mais, quoique les modifications produites par des causes quelconques soient ainsi nécessairement plus grandes, dans l'ordre des phénomènes politiques, qu'envers des phénomènes plus simples et moins variés, elles ne sauraient cependant s'élever jamais, là comme ailleurs, et même plus qu'ailleurs, au-dessus de la nature de pures modifications, c'est-à-dire qu'elles demeurent toujours radicalement subordonnées aux lois fondamentales, soit statiques, soit dynamiques, qui règlent l'harmonie constante des divers éléments sociaux et la filiation continue de leurs variations successives. Il n'y a pas d'influence perturbatrice, soit extérieure, soit humaine, qui puisse faire co-exister, dans

le monde politique réel, des éléments antipathiques, ni altérer, à aucun titre, les vraies lois naturelles du développement de l'humanité ; pourvu, bien entendu, que, dans l'étude positive de la solidarité sociale et de l'évolution humaine, on ait pris d'abord en suffisante considération l'ensemble des causes constantes, soit intérieures, soit aussi extérieures, sous l'empire total desquelles doivent s'accomplir de tels phénomènes, ainsi que je l'expliquerai spécialement dans la leçon suivante. L'inévitable prépondérance graduelle des influences continues, quelque imperceptible que puisse d'abord sembler leur pouvoir, est aujourd'hui admise envers tous les phénomènes naturels, il faudra bien qu'on l'applique aussi aux phénomènes sociaux, aussitôt qu'on y étendra la même manière de philosopher. En quoi donc peuvent consister les incontestables modifications dont l'organisme et la vie politique sont éminemment susceptibles, puisque rien n'y peut altérer ni les lois de l'harmonie ni celles de la succession ? Cet irrationnel étonnement, trop naturel aujourd'hui pour être aucunement blâmé par la philosophie, dispose à oublier que, dans tous les ordres de phénomènes, les modifications portent toujours exclusivement sur leur intensité et sur leur mode secondaire d'accomplissement effectif, mais sans pouvoir jamais affecter ni leur nature propre ni leur filiation principale, ce qui, en élevant la cause perturbatrice au-dessus de la cause fondamentale, détruirait aussitôt toute l'économie des lois réelles du sujet. Appliqué au monde politique, cet indispensable principe de philosophie positive y montre, en général, que, sous le rapport statique, les diverses variations possibles n'y sauraient jamais consister que dans l'intensité plus ou moins prononcée des différentes tendances spontanément propres à l'ensemble de chaque situation sociale, envisagée d'un point de vue quelconque, mais sans que rien puisse, en aucun cas, empêcher ni produire ces tendances respectives, ni, en un mot, les dénaturer : de même sous le rapport dynamique, l'évolution fondamentale de l'humanité devra être ainsi conçue comme seulement modifiable, à certains degrés déterminés, quant à sa simple vitesse, mais sans aucun renversement quelconque dans l'ordre fondamental du développement continu, et sans qu'aucun intermédiaire un peu important puisse être entièrement franchi. On peut se faire, à tous égards, une juste idée philosophique de la vraie nature essentielle de ces variations réelles en les assimilant surtout aux variations analogues de l'organisme animal, qui leur sont exactement comparables, comme assujetties à de pareilles conditions, soit statiques, soit dynamiques, avec cette seule différence rationnelle, déjà prévue ci-dessus, que les modifications sociales peuvent et doivent devenir plus étendues et plus variées que les simples modifications biologiques, en supposant, bien entendu, un milieu et un organisme constants. La saine théorie générale de ces limites de variation étant encore essentiellement à établir, en biologie, comme nous l'avons reconnu au volume précédent, depuis les travaux de Lamarck qui en ont indiqué le principe, on ne saurait espérer que la sociologie puisse être aujourd'hui plus avancée à cet égard. Mais il suffit ici d'en avoir caractérisé, sous ce point de vue, le véritable esprit général, soit quant à la statique ou à la dynamique sociales. Or, en considérant directement, à l'un ou à l'autre titre, le principe que je viens de poser, il sera, je pense, impossible de le contester sérieusement, d'après l'ensemble des observations politiques : sa consistance se développera d'ailleurs ultérieurement, par son usage spontané dans tout le reste de ce volume. Dans l'ordre intellectuel, plus aisément appréciable aujourd'hui, il n'y a aucune influence accidentelle, ni aucune supériorité individuelle qui puisse, par exemple, transporter à une époque les découvertes vraiment réservées à une époque postérieure, d'après la marche fondamentale de l'esprit humain, ni réciproquement. L'histoire des sciences vérifie surtout, de la manière la plus irrécusable, cette intime dépendance des génies même les plus éminents envers l'état contemporain de la raison humaine, dont il serait superflu de citer ici aucun des innombrables exemples, principalement en ce qui tient au perfectionnement des diverses méthodes d'investigation, soit rationnelles, soit expérimentales. Il en est ainsi, à plus forte raison, dans les arts proprement dits, surtout en ce qui dépend aussi des moyens mécaniques de suppléer à l'action humaine. On n'en saurait douter davantage au fond, à l'égard même du développement moral de notre nature, dont le caractère est certai-

nement réglé surtout, à chaque époque, par l'état correspondant de l'évolution sociale, quelles que soient les modifications volontaires dérivées de l'éducation et même les modifications spontanées relatives à l'organisation individuelle. Chacun des modes fondamentaux de l'existence sociale détermine un certain système de mœurs co-relatives, dont la physionomie commune se retrouve aisément chez tous les individus, au milieu de leurs différences caractéristiques : il y a certainement, par exemple, tel état de l'humanité où les meilleurs naturels contractent nécessairement des habitudes de férocité, dont s'affranchissent, presque sans effort, des natures bien inférieures, vivant dans une société plus avancée. Il en est essentiellement de même sous le point de vue politique proprement dit, comme l'analyse historique le confirmera directement plus tard. Enfin si l'on voulait rapporter tous les faits ou les diverses réflexions qui établissent l'existence effective de ces limites nécessaires de variation dont je viens de poser le principe rationnel, on serait peu à peu involontairement conduit à reproduire successivement toutes les considérations essentielles qui prouvent la subordination réelle des phénomènes sociaux à d'invariables lois naturelles : parce qu'un tel principe ne constitue, en effet, qu'une rigoureuse application générale d'une telle conception philosophique.

Après cette sommaire circonscription scientifique du champ général des modifications sociales, de quelques sources qu'elles puissent provenir, on ne saurait exiger que je traite ici la question sous le second point de vue précédemment indiqué, c'est-à-dire quant au classement définitif des diverses influences modificatrices, suivant leur importance respective. Une telle recherche serait aujourd'hui éminemment prématurée, puisque la détermination principale, dont elle ne peut être qu'un simple complément, n'a pu encore être soumise à aucune élaboration rationnelle et n'a pas même été suffisamment examinée, en biologie, dans un cas beaucoup moins difficile, comme je l'ai ci-dessus remarqué. Ainsi les trois sources générales de variation sociale me paraissant résulter : 1° de la race ; 2° du climat ; 3° de l'action politique proprement dite, envisagée dans toute son extension scientifique : il ne peut nullement convenir de rechercher ici si leur importance relative est vraiment conforme à cet ordre d'énonciation ou à tout autre. Quand même cette détermination ne serait point évidemment déplacée dans l'état naissant de la science, les lois de la méthode obligerait du moins à en ajourner l'exposition directe après l'examen du sujet principal, afin d'éviter une irrationnelle confusion entre les phénomènes fondamentaux et leurs modifications diverses, comme je l'ai remarqué, à l'occasion du climat, dans le chapitre précédent. Du reste, un tel classement doit avoir aujourd'hui d'autant moins d'intérêt pratique que l'influence des combinaisons politiques étant, de ces trois causes modificatrices, la seule suffisamment accessible à notre intervention, c'est nécessairement vers elle que devra surtout se diriger l'attention générale, quoiqu'il y eût un grave inconvénient scientifique à supposer d'avance, par ce seul motif, que sa portée réelle est, en effet, prépondérante, en préjugant, d'après un vicieux entraînement, le résultat final d'une exacte comparaison directe, dont l'examen doit rester ultérieurement réservé. Mais, si cette comparaison n'est pas encore convenablement préparée, il faut reconnaître aussi que son exécution actuelle n'importe aucunement à l'institution générale du véritable esprit de la politique positive. Car il suffit, à cet égard, d'avoir posé, comme je viens de le faire, le principe scientifique qui caractérise et circonscrit les modifications compatibles avec la nature des phénomènes sociaux, quelles que puissent être les sources propres et directes de ces variations quelconques. Si, sous ce rapport, j'ai paru surtout avoir en vue l'action politique proprement dite, c'est uniquement à cause de l'irrationnelle prépondérance qu'on a coutume de lui attribuer encore, et qui tend aujourd'hui à empêcher directement toute vraie notion des lois sociologiques. Aussi me bornerai-je, à ce sujet, à signaler, en outre, d'après l'ensemble des explications antérieures, le principe spécial de l'illusion très naturelle qui entretient maintenant ce sophisme involontaire, chez ceux-là mêmes qui se croient pleinement affranchis de la philosophie théologique, d'où il est d'abord évidemment émané. Cette illusion consiste en ce que les diverses opérations politiques, soit temporelles, soit spirituelles, n'ayant pu avoir d'efficacité sociale qu'autant qu'elles

étaient conformes aux tendances correspondantes de l'humanité, elles semblent, à des spectateurs prévenus ou irréflectis, avoir produit ce qu'une évolution spontanée, mais peu apparente, a seule essentiellement déterminé. En procédant ainsi, on néglige évidemment les cas nombreux et caractéristiques, dont l'histoire abonde, où l'autorité politique la plus étendue n'a pu laisser bientôt aucune trace profonde de son développement le plus énergique et le mieux soutenu, uniquement parce qu'elle était surtout dirigée en sens contraire du mouvement général de la civilisation contemporaine, ainsi que le témoignent les irrécusables exemples de Julien, de Philippe II, de Bonaparte, etc.¹¹. On peut même regarder, à cet égard, comme plus décisifs encore, sous le point de vue scientifique, les cas inverses, malheureusement beaucoup plus rares, mais néanmoins très appréciables dans l'ensemble du développement humain, où l'action politique, également soutenue par une puissante autorité, a néanmoins avorté dans la poursuite d'améliorations trop prématurées, malgré la tendance progressive qui était en sa faveur : l'histoire intellectuelle, aussi bien que l'histoire politique proprement dite, en offrent d'incontestables exemples. Fergusson¹² a judicieusement remarqué que même l'action d'un peuple sur un autre, soit par la conquête ou autrement, quoique la plus intense de toutes les forces semblables, n'y pouvait, en général, réaliser essentiellement que les modifications conformes à ses propres tendances, dont le développement se trouvait ainsi seulement un peu plus accéléré ou un peu plus étendu qu'il n'eût pu l'être spontanément. En politique, comme dans les sciences, l'opportunité fondamentale constitue toujours la principale condition de toute grande et durable influence, quelle que puisse être la valeur personnelle de l'homme supérieur auquel le vulgaire attribue une action sociale dont il n'a pu être que l'heureux organe. Ce pouvoir quelconque de l'individu sur l'espèce est d'ailleurs assujéti réellement à ces limites générales, lors même qu'il ne s'agit que des effets les plus aisés à produire soit en bien, soit même en mal. Dans les époques révolutionnaires, par exemple, ceux qui s'attribuent, avec un si étrange orgueil, le facile mérite d'avoir développé chez leurs contemporains l'essor de passions anarchiques, ne s'aperçoivent pas que, même en ce cas, leur déplorable triomphe apparent n'est dû surtout qu'à une disposition spontanée, déterminée par l'ensemble de la situation sociale correspondante, qui a produit le relâchement provisoire et partiel de l'harmonie générale : comme on peut aisément le vérifier aujourd'hui à l'égard des principales aberrations sociales, dérivées du dévergondage moral, résultant de notre anarchie intellectuelle ; il en fut de même en tout temps. Du reste, après avoir ainsi reconnu, par le concours naturel de tant de motifs divers, l'existence effective des limites générales de variation propres aux phénomènes sociaux, et spécialement des modifications dépendantes de l'action politique systématisée, temporelle ou spirituelle ; après avoir, en même temps, établi le vrai principe scientifique destiné à qualifier et à circonscrire de telles modifications ; c'est évidemment au développement direct de la science sociale à déterminer, en chaque cas, l'influence propre et la portée actuelle de ce principe général, qui ne saurait aucunement dispenser d'une appréciation immédiate et particulière de la situation correspondante. C'est par de semblables appréciations, empiriquement opérées, qu'a pu être guidé jusqu'ici l'heureux instinct des hommes de génie qui ont réellement exercé sur l'humanité une grande et profonde action, à un titre et sous un rapport quelconques : c'est uniquement ainsi qu'ils ont pu rectifier grossièrement les indications illusoire ou vicieuses des doctrines

11. Julien, dit l'Apostat (331-363) est, dans le musée imaginaire du positivisme, une des grandes figures de la pensée rétrograde. Auguste Comte lui reproche spécialement d'avoir renié le christianisme dans lequel il fut élevé pour rétablir l'ancien paganisme. Julien l'Apostat occupe donc dans l'ordre spirituel une place analogue à celle de Bonaparte dans l'ordre temporel — Constantin et Cromwell étant symétriquement et pour des raisons inverses leurs doubles positifs.

12. Adam Ferguson (1724-1816), historien et moraliste écossais. Auteur d'une *Histoire des progrès et de la décadence de la République Romaine*.

irrationnelles et chimériques qui dominaient le plus souvent leur raison. En tout genre, comme je l'ai établi dès l'origine de cet ouvrage, la prévoyance est la vraie source de l'action.

Les vagues habitudes actuelles qui prévalent encore en philosophie politique pourraient bien aujourd'hui conduire, d'après les diverses considérations précédentes, à méconnaître entièrement la portée pratique d'une science nouvelle qui dissipe ainsi sans retour, dans leurs fondements spéculatifs, ces ambitieuses illusions relatives à l'action indéfinie de l'homme sur la civilisation : aussi la physique sociale doit-elle, à ce titre, s'attendre à être d'abord taxée quelquefois de nous réduire à la simple observation passive des événements humains, sans aucune puissante intervention continue. Il est néanmoins certain que le principe ci-dessus posé quant aux limites rationnelles de l'action politique établit directement, au contraire, de la manière la plus incontestable et la plus précise, le vrai point de contact fondamental entre la théorie et la pratique sociales. C'est surtout ainsi que l'art politique peut enfin commencer à prendre un caractère judicieusement systématique, en cessant d'être essentiellement dirigé d'après des principes arbitraires tempérés par des notions empiriques ; c'est ainsi, en un mot, qu'il pourra éprouver une transformation analogue à celle qui s'accomplit aujourd'hui pour l'art médical, celui de tous auquel la nature des phénomènes doit le plus permettre de l'assimiler. Puisque, en effet, notre intervention politique quelconque ne saurait, en aucun cas, avoir de véritable efficacité sociale, soit quant à l'ordre ou quant au progrès, qu'en s'appuyant directement sur les tendances correspondantes de l'organisme ou de la vie politiques, afin d'en seconder, par de judicieux artifices, le développement spontané, il faut donc, à cette fin, connaître avant tout, avec autant de précision que possible, ces lois naturelles d'harmonie et de succession, qui déterminent, à chaque époque, et sous chaque aspect social, ce que l'évolution humaine est prête à produire, en signalant même les principaux obstacles susceptibles d'être écartés. En un mot, ainsi que je l'indiquai dans mon écrit de 1822, la marche de la civilisation ne s'exécute pas, à proprement parler, suivant une ligne droite, mais selon une série d'oscillations, inégales et variables, comme dans la locomotion animale, autour d'un mouvement moyen, qui tend toujours à prédominer, et dont l'exacte connaissance permet de régulariser d'avance la prépondérance naturelle, en diminuant ces oscillations et les tâtonnements plus ou moins funestes qui leur correspondent¹³. Ce serait, toutefois, exagérer, sans doute, la portée réelle d'un tel art, cultivé même aussi rationnellement que possible, et appliqué avec toute l'extension convenable, que de lui attribuer la propriété d'empêcher, en tous les cas, les révolutions violentes qui naissent des entraves qu'éprouve le cours spontané de l'évolution humaine. Dans l'organisme social, en vertu de sa complication supérieure, les maladies et les crises sont nécessairement encore plus inévitables, à beaucoup d'égards, que dans l'organisme individuel. Mais, alors même que la science réelle est forcée de reconnaître essentiellement son impuissance momentanée devant de profonds désordres ou d'irrésistibles entraînements, elle peut encore utilement concourir à adoucir et surtout à abréger les crises, d'après l'exacte appréciation de leur principal caractère,

13. Au cours du dix-neuvième siècle s'affirme l'idée d'une identité des phénomènes normaux et des phénomènes pathologiques. Auguste Comte et Claude Bernard (dans son *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale*) en seront les principaux vulgarisateurs. En 1828, Auguste Comte publie son opuscule sur le traité de Broussais consacré à l'étude *De l'irritation et de la folie* et, dès lors, il ne cessera d'importer les conclusions du « principe de Broussais » dans l'ordre social. En conséquence, les phénomènes pathologiques (guerre, révolution) y seront constamment analysés par rapport aux phénomènes de la normalité (l'ordre). Cf. sur ce point *Le normal et le pathologique* de Georges Canguilhem. Sans questionner ici la légitimité de cette importation méthodologique (et la pensée organiciste qui la sous-tend), soulignons que c'est dans l'écart (l'« oscillation ») du normal et du pathologique que s'inscrit la théorie positive de l'action. En réduisant cet écart grâce à l'avènement d'une science de la société, le positivisme se donne tous les signes extérieurs et théoriques d'une philosophie pacifiste. Dans la sociologie comtienne, l'esprit guerrier sera le propre de ceux qui ignorent la Loi. Les Icaris, Bonaparte, Philippe II.

et la prévision rationnelle de leur issue finale, sans renoncer jamais à une sage intervention, à moins d'une impossibilité convenablement constatée. Ici, comme ailleurs, et même plus qu'ailleurs, il ne s'agit point de gouverner les phénomènes, mais seulement d'en modifier le développement spontané ; ce qui exige évidemment qu'on en connaisse préalablement les lois réelles.

Par un tel ensemble de notions préliminaires, d'abord statiques et ensuite dynamiques, le véritable esprit général propre à la nouvelle philosophie politique me semble désormais suffisamment caractérisé, de manière à fixer la position rationnelle des questions sociologiques. Sans admirer ni maudire les faits politiques, et en y voyant essentiellement, comme en toute autre science, de simples sujets d'observations, la physique sociale considère donc chaque phénomène sous le double point de vue élémentaire de son harmonie avec les phénomènes coexistants, et de son enchaînement avec l'état antérieur et l'état postérieur du développement humain ; elle s'efforce, à l'un et à l'autre titre, de découvrir, autant que possible, les vraies relations générales qui lient entre eux tous les faits sociaux ; chacun d'eux lui paraît *expliqué*, dans l'acceptation vraiment scientifique du terme, quand il a pu être convenablement rattaché, soit à l'ensemble de la situation correspondante, soit à l'ensemble du mouvement précédent, en écartant toujours soigneusement toute vaine et inaccessible recherche de la nature intime et du mode essentiel de production des phénomènes quelconques. Développant au plus haut degré le sentiment social, cette science nouvelle, selon la célèbre formule de Pascal, dès lors pleinement réalisée, représente nécessairement d'une manière directe et continue la masse de l'espèce humaine, soit actuelle, soit passée, soit même future, comme constituant, à tous égards, et de plus en plus, ou dans l'ordre des lieux, ou dans celui des temps, une immense et éternelle unité sociale, dont les divers organes, individuels ou nationaux, unis sans cesse par une intime et universelle solidarité, concourent inévitablement, chacun suivant un mode et un degré déterminés, à l'évolution fondamentale de l'humanité, conception vraiment capitale et toute moderne, qui doit devenir ultérieurement la principale base rationnelle de la morale positive. Conduisant enfin, de même que toute autre science réelle, avec la précision que comporte l'excessive complication propre à ces phénomènes, à l'exacte prévision systématique des événements qui doivent résulter, soit d'une situation donnée, soit d'un ensemble donné d'antécédents, la science politique fournit directement aussi à l'art politique, non seulement l'indispensable détermination préalable des diverses tendances spontanées qu'il doit seconder, mais aussi l'indication générale des principaux moyens qu'il peut y appliquer, de manière à éviter, autant que possible, toute action nulle ou éphémère, et dès lors dangereuse, en un mot, toute vicieuse consommation des forces quelconques.

Ayant ainsi terminé l'indispensable examen préliminaire du véritable esprit général qui doit caractériser la nouvelle philosophie politique, ce qui a dû être bien plus difficile qu'envers les sciences déjà constituées, il faut maintenant procéder, comme dans les parties antérieures de ce Traité, à l'appréciation rationnelle de l'ensemble des divers moyens fondamentaux convenables à la nature et à la destination, désormais suffisamment définies, de la science sociologique. D'après une loi philosophique, établie surtout par les deux volumes précédents, nous devons d'abord nous attendre, en vertu de la plus grande complication des phénomènes, à trouver, en sociologie, un système de ressources scientifiques, directes ou indirectes, plus varié et plus développé qu'à l'égard d'aucune autre branche essentielle de la philosophie naturelle, sans excepter même la biologie. Cette loi nécessaire continue, en effet, à subsister aussi en ce nouveau cas, qui en constitue finalement la plus entière application possible, sans que d'ailleurs une telle extension de moyens y puisse non plus compenser réellement l'imperfection nécessairement croissante des diverses sciences à mesure que leurs phénomènes deviennent plus complexes. Mais l'extrême nouveauté du sujet doit y rendre aujourd'hui cette inévitable extension beaucoup plus délicate à vérifier qu'à l'égard de toute autre science, et, bien que je doive ici la noter, en l'expliquant sommairement, sous chacun des divers aspects principaux, je puis

à peine espérer qu'elle soit suffisamment reconnue avant que le développement graduel de la science en reproduise spontanément la confirmation, avec quelque énergie logique qu'elle dérive réellement de la nature d'une telle étude.

La physique sociale devant être, de toute nécessité, profondément subordonnée au système des sciences fondamentales relatives aux différentes classes successives de phénomènes plus généraux et moins compliqués, d'après la hiérarchie scientifique que j'ai établie, il faut y distinguer d'abord deux ordres principaux de ressources essentielles : les unes, directes, consistent dans les divers moyens d'exploration qui lui sont propres : les autres, indirectes, mais non moins indispensables, résultent des relations nécessaires de la sociologie avec le système des sciences antérieures, qui doivent y fournir, à tant de titres, de précieuses indications continues. Je dois terminer la leçon actuelle par une sommaire appréciation générale du premier ordre de moyens scientifiques. Quant au second, pour le mieux caractériser, j'en ferai le sujet propre et séparé de la leçon suivante, qui constituera donc le complément rationnel de celle-ci.

En sociologie, comme en biologie, l'exploration scientifique emploie concurremment les trois modes fondamentaux que j'ai distingués, dès le second volume de ce Traité, dans l'art général d'observer : c'est-à-dire l'observation pure, l'expérimentation proprement dite, et enfin la méthode comparative, essentiellement adaptée à toute étude quelconque sur les corps vivants. Il s'agit donc d'apprécier sommairement ici la portée relative et le caractère propre de ces trois procédés successifs, en ce qui concerne la nature et la destination, précédemment définies, de cette science nouvelle.

Quant à la simple observation, on se forme certainement encore des notions très imparfaites et même radicalement vicieuses, à beaucoup d'égards, de ce qu'elle peut et doit être en physique sociale. L'anarchique influence sociale de la philosophie métaphysique du siècle dernier, s'étendant de la doctrine à la méthode, a tendu par un aveugle instinct de destruction à empêcher en quelque sorte toute ultérieure réorganisation intellectuelle, en ruinant d'avance les seules bases logiques sur lesquelles pussent reposer des analyses vraiment scientifiques, par cette absurde théorie du pyrrhonisme historique, qui prolonge encore aujourd'hui son action délétère, quoique son principe ne soit plus ostensiblement soutenu. Exagérant, au degré le plus désordonné, au sujet des événements sociaux, les difficultés générales communes à toute exacte observation quelconque, et surtout les difficultés spéciales que doivent spontanément susciter des phénomènes aussi compliqués, sans tenir un compte scrupuleux des diverses précautions, expérimentales ou rationnelles, qui peuvent nous en garantir suffisamment, ces aberrations sophistiques volontaires ou involontaires ont été souvent poussées jusqu'à dénier dogmatiquement toute vraie certitude aux observations sociales, même directes. Les explications préliminaires établies, au début de ce Traité (voyez la deuxième leçon)¹⁴, sur la distinction indispensable et constante entre la certitude et la précision, à l'égard d'un sujet quelconque, permettront de résoudre aisément ces divers sophismes, envers lesquels je ne dois pas insister, et qui, en leur attribuant toute la portée qu'on ne saurait leur refuser sans inconséquence, tendraient aussi bien à détruire radicalement la certitude des sciences même les plus simples et les plus parfaites que celles des démonstrations sociales, par une influence commune aux conceptions purement métaphysiques. Depuis que cette aberration fondamentale n'est plus ouvertement professée, le scepticisme systématique, reculant des observations immédiates aux seules observations médiates, s'est retranché derrière l'incertitude fondamentale des témoignages humains pour continuer à méconnaître la valeur positive des divers renseignements historiques. Quelques géomètres ont même poussé la complaisance ou la naïveté jusqu'à tenter, à ce sujet, d'après leur illusoire théorie des chances, de lourds et ridicules calculs sur l'accrois-

14. « Exposition du plan de ce cours, ou considérations générales sur la hiérarchie des sciences positives. »

sement nécessaire de cette prétendue incertitude par le seul laps du temps¹⁵ : ce qui, outre le grave danger social de seconder des aberrations profondément nuisibles, en les décorant ainsi d'une imposante apparence de rationalité, a d'ailleurs offert plus d'une fois le fâcheux inconvénient de discréditer radicalement l'esprit mathématique auprès de beaucoup d'hommes sensés, trop peu éclairés pour le juger directement, mais justement révoltés de tels abus. Des philosophes moins vicieusement préoccupés des déclamations sophistiques contre la valeur scientifique des témoignages leur ont cependant attribué assez d'autorité pour en déduire quelquefois le principe d'une irrationnelle division des sciences, en testimoniales et non testimoniales : ce qui prouve clairement le malheureux crédit que de tels sophismes conservent encore, à un certain degré, même chez d'excellents esprits, qui ont trop faiblement envisagé l'ensemble du domaine intellectuel. La distinction ci-dessus rappelée suffira spontanément, sous ce second aspect comme sous le premier, pour dissiper la confusion d'idées qui constitue la première source logique de ces grossières erreurs, contre lesquelles le bon sens vulgaire a heureusement toujours protesté*. A l'un et à l'autre titre, c'est par une involontaire conséquence que l'on restreint aux seules études sociales la portée destructive d'un tel paradoxe, qui, une fois pleinement admis, s'appliquerait au fond, de toute nécessité, aux divers ordres quelconques de nos connaissances réelles, si l'esprit humain pouvait jamais être vraiment conséquent jusqu'au bout, lorsqu'il procède d'après des principes extravagants. Car il est évident, malgré la division illusoire que je viens de citer, que toutes les sciences diverses, même les plus simples, ont un indispensable besoin de ce qu'on nomme les preuves testimoniales, c'est-à-dire d'admettre continuellement, dans l'élaboration fondamentale de leurs théories les plus positives, des observations qui n'ont pu être directement faites ni même répétées, par ceux qui les emploient, et dont la réalité ne repose que sur le fidèle témoignage des explorateurs primitifs : ce qui n'empêche nullement de les employer sans cesse, en concurrence avec des observations immédiates. Une telle nécessité est trop manifeste, même en astronomie, et, à plus forte raison, dans les sciences plus complexes et moins avancées, pour exiger ici aucune explication : la science mathématique elle-même n'en est certainement point aussi affranchie qu'on le suppose d'ordinaire, sans que d'ailleurs cette sorte d'exception spontanée pût nullement infirmer l'incontestable justesse de cette remarque constante. Quelle science pourrait sortir de l'état naissant, quelle vraie division du travail intellectuel pourrait s'organiser, même en y amoindissant excessivement l'étendue des spéculations propres, si chacun ne voulait employer que ses observations personnelles ? Aussi personne n'ose-t-il, à vrai dire, le soutenir directement, parmi les plus systématiques partisans du pyrrhonisme historique. D'où vient donc qu'un tel paradoxe ne s'applique réellement aujourd'hui qu'aux seuls phénomènes sociaux ? C'est, au fond, parce qu'il fait partie intégrante de l'arsenal philosophique, construit par la métaphysique révolutionnaire, pour la démolition intellectuelle de l'ancien système politique.

* Ces objections irrationnelles ne sont vraiment susceptibles de quelque portée spécieuse qu'à l'égard des détails secondaires, qui, par la nature des phénomènes sociaux, ne sauraient guère y être, en effet, connus avec une pleine certitude. Mais, d'après les explications antérieures de cette leçon, il est évident que les faits trop spécialisés ne sauraient précisément avoir, en sociologie, aucune véritable importance scientifique, en y procédant surtout de l'ensemble aux parties, comme je l'ai prouvé. Les faits d'un certain degré de généralité ou de composition, les seuls que la science doive habituellement embrasser, ne sauraient être aucunement affectés des diverses chances d'erreur tant exagérées, en ce genre, par de prétendus philosophes.

15. Auguste Comte est l'adversaire résolu de toute théorie mathématique des chances. Faut-il préciser que l'emploi généralisé du calcul des probabilités, tant dans les sciences de la nature que dans les sciences sociales, sera l'un des événements épistémologiques majeurs du dix-neuvième siècle ? Cf. la quarantième leçon.